

# De quoi la décarbonation est-elle le nom ?

Louise Edrei et Julien Weisbein

**Dans la valse des mots sur lesquels se fondent, comme se pensent, les politiques environnementales, on assiste à une sorte de combat sémantique dont l'enjeu est d'accoucher du label qui, enfin, servirait à dénommer – comme à légitimer – un secteur d'action publique à bien des égards fuyant et instable, du « développement durable » à la « transition écologique » en passant par la « résilience » et la « sobriété ». Souvent critiqués par les aménageurs pour leur manque de clarté et leur plasticité, ces termes disparaissent ou évoluent alors pour laisser la place à de nouveaux jargons de la gouvernance climatique, qui résonnent harmonieusement entre eux mais qui suscitent des interrogations quant à leur signification effective. Il faut donc savoir s'en méfier<sup>1</sup>.**

La dérive linguistique qui s'est aujourd'hui emparée de ces termes clés de l'action publique témoigne d'une dilution préoccupante du discours sur les enjeux environnementaux. Ces mots, originellement porteurs de significations précises et cruciales, semblent avoir perdu leur substance dans le tourbillon d'une rhétorique trop souvent dépolitisante. L'utilisation généralisée de ces concepts sans une définition claire et une contextualisation adéquate conduit à une incompréhension générale des enjeux majeurs liés à l'environnement. Alors que la décarbonation peut incarner un impératif écologique essentiel, son emploi sans discernement dans des contextes divers engendre une perte de clarté sur ses implications réelles, au profit de sortes de fiches actions. De même, le terme « transition », jadis synonyme de passage vers un avenir durable, est aujourd'hui galvaudé, souvent employé sans délimitation précise de la transformation qu'il pourrait sous-tendre. La résilience, pilier essentiel face aux défis climatiques, est parfois reléguée à une notion floue, privée de sa force évocatrice. Cette dégradation sémantique contribue à une confusion grandissante au sein du public, sapant ainsi la capacité des citoyens à appréhender pleinement les enjeux environnementaux et à participer activement aux débats cruciaux. Il devient impératif de restaurer la clarté et la précision dans le langage de l'action publique, afin que des termes aussi cruciaux

que la décarbonation retrouvent leur poids sémantique et inspirent une compréhension profonde des défis qui se posent à notre planète.

## **Neutraliser la « neutralité carbone »**

À l'heure actuelle, l'attention générale est focalisée sur la question énergétique, suscitant une préoccupation forte quant à la manière de produire de l'énergie dans un contexte de crise climatique et d'épuisement rapide des ressources. C'est le dilemme auquel un comité de travail de l'ONU s'est efforcé de répondre dès 2014. S'inscrivant dans la logique toujours vertueuse de la croissance économique, le rapport qui en est issu a formulé des propositions visant à parvenir à une « efficacité énergétique » tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, représentant ainsi un programme d'une grande envergure fixant un objectif, la « neutralité carbone », ainsi qu'un horizon temporel, 2050<sup>2</sup>. Dès lors et comme précédemment avec celui de développement durable, ce nouveau grand projet se diffuse internationalement et s'intègre dans d'autres cadres politiques, tels que l'accord de Paris de 2015, le New Green Deal de la Commission européenne de 2019 ou bien, plus près de nous en France, la stratégie nationale bas carbone française (SNBC), la loi Climat et résilience ou bien le plan France 2030...

En arrière-plan de ces actions politiques, on perçoit un glissement subtil des termes. La notion de neutralité carbone laisse en effet progressivement sa place, car jugée sans doute trop intransigeante ou radicale par les décideurs (comment envisager une neutralité d'ici à 2050 ?). Un néologisme émerge alors, celui de « décarbonation », comme une expression clé suscitant à la fois espoirs et interrogations. Alors que la neutralité carbone se positionne comme un objectif ultime, celui qui sauvera le monde (et le capitalisme), la décarbonation se profile plus modestement comme la voie à suivre pour atteindre cet idéal. Jugée moins drastique par les élus, davantage politiquement acceptable, une approche plus douce et graduelle de la réduction de la production énergétique s'en dégage, dans un monde qui peine encore à concevoir une réalité détachée de l'idéologie productive et capitaliste... Cette notion qui incarne une réponse innovante aux défis climatiques contemporains révèle cependant un certain degré d'ambiguïté quant à son application concrète et à ses implications.

### Des discours spécialisés à la recherche d'une compréhension partagée

L'édition 2023 du Salon des maires et des collectivités locales s'est clôturée en novembre dernier, marquée par une prédominance du thème de l'énergie au sein des discussions et conférences. La décarbonation s'est ainsi imposée comme l'épicentre des préoccupations en matière d'aménagement du territoire, de transports et de numérique. Le terme a transcendé les barrières sectorielles et partisans pour devenir l'axe central des discours, révélant une prise de conscience collective au sein des instances locales. Mais ce succès sur le fond doit aussi à la forme très plastique du terme, que l'on peut décliner dans des formules quantifiées comme dans les slogans de l'action publique territoriale. Les échanges ont en effet porté sur des « indicateurs de décarbonation » et des territoires qui se fédèrent grâce à des « réseaux bas carbone ». L'on passerait de la ville 3D – *dense, durable, désirable*<sup>3</sup> – à la ville 4D, *décarbonée*. Cette évolution conceptuelle représenterait une avancée majeure, faisant de la ville 4D la métaphore d'une urbanisation avant-gardiste qui intègre la décarbonation comme une nécessité incontournable au sein de la trame urbaine.

La montée en popularité de la décarbonation trouve également écho dans les médias spécialisés de l'action publique ou des métiers de l'aménagement urbain, où elle orne les unes des journaux scientifiques et des publications destinées aux acteurs publics et aux professionnels. Les numéros spéciaux d'*Acteurs Publics*, de *La Gazette des communes* (et

de *Belveder...*) témoignent de l'ampleur de cette tendance. Celle-ci s'appuie d'ailleurs sur des dispositifs institutionnels récents. Plusieurs ministères ont élaboré des feuilles de route ambitieuses des « filières émettrices », déclinant des stratégies précises pour la décarbonation de secteurs clés tels que le bâtiment, l'automobile, les secteurs maritime et aérien et le numérique, mettant en lumière l'impératif de repenser les politiques publiques en accord avec les impératifs énergétiques, mais fixant également des batteries d'indicateurs faits d'objectifs chiffrés, de cibles et de calendriers. Jusqu'au président de la République qui, le 25 septembre 2023, lors du conseil de planification écologique, présente sous forme de tableaux Excel les objectifs d'atténuation des gaz à effet de serre calculés pour divers secteurs d'action publique par le secrétariat général à la Planification écologique.

### Encore des mots, toujours des mots, les mêmes mots ?

La décarbonation, en tant que stratégie cruciale pour atténuer les impacts du changement climatique, repose donc sur l'emploi d'instruments jugés neutres. Ces outils, allant des instruments de mesure les plus sophistiqués aux indicateurs météorologiques, des méthodes de géo-ingénierie aux dispositifs numériques dernier cri, s'entrelacent pour former un réseau d'innovations technologiques diluant la question fondamentale des choix politiques qui les sous-tendent. Ainsi, la décarbonation émerge comme un chapitre novateur dans le grand récit du progrès, inscrit dans la tradition prométhéenne de la « technologie salvatrice »<sup>4</sup>. Dans cette épopée moderne, les experts, consultants, conseillers et hauts fonctionnaires cultivent une maîtrise singulière du langage politique, façonnant ainsi le discours qui accompagne cette aventure technologique destinée à modeler l'avenir de notre planète.

Néanmoins, le risque d'une déclinaison aussi technique du terme est que ce dernier crée une barrière sémantique qui limite sa compréhension par le grand public<sup>5</sup>. Si ce jargon est réservé aux experts, il peut symboliser une certaine élitisation du discours sur les enjeux énergétiques, accentuant la fracture entre spécialistes et citoyens ordinaires. Comment rendre alors ce concept plus abordable ? Comment traduire ses implications complexes de manière à les rendre accessibles à tous, au-delà de l'apparente facilité de l'arithmétique (puisque décarboner, c'est émettre moins) ? Comment faire pour que la communication sur les enjeux énergétiques s'affranchisse de son caractère technocratique pour instaurer un dialogue plus inclusif ? ■

1 WEISBEIN J., « Politiques publiques. En matière d'environnement, l'État ne peut-il autre chose que se payer de mots ? », in BERLAN B., CARBOU G. et TEULIÈRES L., *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, Le Seuil, 2022.

2 Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU, 2014.

3 « Faire la ville dense, durable et désirable », rapport de l'ADEME, 2022.

4 BONNEUIL C., FRESSOZ J.-B., *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Le Seuil, coll. « Anthropocène », 2013.

5 COMBY J.-B., *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, 2015.